

REPONSE DU GROUPE ILIAD A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP « ANALYSE DES MARCHES PERTINENTS DE L'ACCES AU SERVICE TELEPHONIQUE ET DU DEPART D'APPEL EN POSITION DETERMINEE – BILAN ET PERSPECTIVES »

Question 6. Les acteurs du secteur sont invités à se prononcer sur l'allègement des obligations d'Orange sur le marché de détail de l'accès au service téléphonique depuis un poste fixe pour la clientèle non résidentielle et sur le marché de gros du départ d'appel.

Il ne nous semble pas opportun de lever les obligations d'Orange à fournir les prestations de présélection sèche à destination de la clientèle non résidentielle.

Fin 2015, 18% des entreprises ayant choisi un opérateur alternatif pour fournir des services de téléphonie sur RTC ont opté pour la modalité sèche de présélection (278 000 contre 1 242 000 pour la VGAST). C'est seulement 2 points de moins qu'en 2014. Le rythme de migration des abonnés vers des offres VGAST se ralentit. La substituabilité des deux offres n'est pas totale.

milliers	2011	2012	2013	2014	2015
Abonnements à la présélection	873	458	397	318	278
Abonnements à la VGAST	950	1 170	1 131	1 231	1 242
Total	1 823	1 628	1 528	1 549	1 520
Part en présélection sèche	48%	28%	26%	21%	18%

Source : Arcep

Certains clients (en particulier certaines collectivités) sont attachés à ce type de service, qui fonctionne. Ils ne voient pas d'intérêt à migrer vers d'autres offres. S'ils étaient amenés à changer d'offre, ils préféreraient vraisemblablement souscrire l'ensemble des services auprès de l'opérateur historique. La suppression de la modalité de présélection sèche se fera au détriment de la concurrence sur le marché.

Cela sera accentué par le fait que certains acteurs, qui disposent d'équipements de commutation, ne souhaitent pas ou n'ont pas les moyens d'offrir l'accès et de garantir la qualité ou la continuité de service de cet accès. Sur un marché globalement en décroissance ils n'ont également pas les moyens de développer de nouveaux outils de gestion des services ou des clients. Leur disparition sera prématurée si la modalité sèche de présélection sèche était décidée, alors que la demande continue à exister.

Sur les aspects tarifaires, l'infrastructure sous-jacente est largement amortie. Et les tarifs actuels permettent une très large couverture des coûts. Les comptes séparés de 2015 font apparaître un solde de plus de 200 m€ pour les marchés 2 (départ d'appel) et la VGAST sur des charges de 1,8 milliards d'euros. La marge sur coûts est ainsi de 11%. Le solde est sensiblement constant depuis 2012 et le taux de marge continue de croître depuis 2011 alors que les volumes sont en baisse.

DA et VGAST (m€)	2011	2012	2013	2014	2015
Charges	2 890	2 523	2 324	2 065	1 845
Produits	2 961	2 755	2 535	2 307	2 072
Solde	71	232	211	242	228
Taux de marge	2.4%	8.4%	8.3%	10.5%	11.0%

Source : comptes séparés d'Orange

La levée des obligations conduira à compresser les marges des opérateurs alternatifs. Les opérateurs alternatifs ne sont pas en mesure de répercuter les hausses de tarifs sans risquer la résiliation des contrats et *in fine* de perdre les clients. Sur les marchés publics, les contrats sont généralement de 1 an avec reconduction 3 ou 4

fois. Les opérateurs alternatifs n'auront d'autre choix que de supporter un amenuisement de leurs marges sur la durée restante des contrats ou de perdre leurs clients. Les obligations tarifaires sur la présélection sèche doivent donc être maintenues.

Question 7. Les acteurs du secteur sont invités à se prononcer sur l'opportunité de généraliser l'interconnexion au PRO au trafic de départ d'appel.

Question 8. Les acteurs du secteur sont invités à faire part de leurs observations quant à la nécessité d'imposer à Orange de livrer le trafic du départ d'appel RTC en mode IP.

Plutôt que de maintenir une interconnexion TDM pour un trafic résiduel marginal, il nous semble opportun de rationaliser les interconnexions et d'imposer à Orange que le départ d'appel RTC soit livré sur une interconnexion en mode IP.

Les clients de ces offres sont entre autres des mairies, des collectivités, des SDIS (Service départemental d'incendie et de secours), des centres hospitaliers, etc. Ces clients sont susceptibles d'utiliser des fonctionnalités RNIS de bout-en-bout avec les clients RNIS d'autres opérateurs.

L'Arcep doit s'assurer qu'une norme d'interconnexion en mode IP permette le fonctionnement de tous les flux sans régression de service. Et ce en cohérence avec l'existence de majorations tarifaires appliquées par Orange pour le trafic livré en TDM.

Aujourd'hui, il existe une solution technique fonctionnelle en SIP-I. Elle permet la bonne transmission des informations RNIS de bout en bout au travers des différents réseaux publics. Nous préconisons à l'Arcep d'imposer à l'ensemble des opérateurs de recourir à une telle solution.

Pour ce qui concerne les éventuels travaux de normalisation, l'Arcep dispose du pouvoir juridique de définir les spécifications techniques d'interface. C'est un pouvoir réglementaire qui ne peut être délégué à un acteur privé. Si ces normes étaient élaborées dans le cadre d'une association, les travaux devraient être transparents, représentatifs de tous les acteurs, et en tout état de cause respecter les principes fondamentaux d'élaboration de décisions ou de normes. Pour plus de détail, nous renvoyons à notre réponse à la consultation sur l'analyse de marché de la terminaison d'appel.

La mise en œuvre de cette obligation doit primer sur l'obligation de réduction du nombre de points d'interconnexion en TDM qui est justifiée par les faibles volumes de trafic en collecte RTC mais est une phase transitoire. Si cette phase s'avère nécessaire du fait de l'incapacité d'Orange à proposer une interconnexion IP totalement fonctionnelle, Orange devra en assumer les surcoûts.